

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

INFORMATION
INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO

NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE

Brussels, September 1978

THE COMMISSION STRESSES THE NEED FOR A BALANCE IN THE MILK MARKET (1)

The Commission of the European Communities has submitted to the Council of Ministers an analysis of the milk market together with the courses of action which are necessary to return to a balanced market for milk and milk products.

Serious imbalances persist on the Community market in the milk sector. The consumption and production estimates available to the Commission indicate a worsening of these imbalances in the future.

The volume of milk production and of deliveries to dairies has been growing steadily in recent years (production by an average of 1.7%, deliveries by about 2.5% a year). The dairy herd remains stable but milk yields have continued to increase and this movement may be accelerating. The relationship between milk prices and animal feed prices has remained favourable to milk production and the forecasts from all Member States indicate a continuing increase in volume of milk. The level of human consumption of milk products is static. Some products such as cheeses continue to develop but butter consumption, in particular, is still declining. The world market is already oversupplied and there are few additional export outlets.

Despite the adoption of a number of measures over the past few years, those now in force are not capable of mastering the situation. The budgetary cost of milk sector measures (1500 million units of account in 1973, 3000 million in 1977) is becoming more difficult to support and it is clear that the high price level together with the absolute guarantee system can only encourage increased production.

The Commission is also fully aware, however, that milk makes the biggest contribution to final agricultural production in the Community and that it involves the greatest number of farmers.

The Commission recommends that it is essential to define the objectives to be pursued in the milk sector. These guidelines should be:

to stop the increase in production, to avoid all national and Community measures which run contrary to this objective and, to put the stress on measures which allow the level of consumption to be maintained, to increase the outlets for milk and to reduce the milk production potential.

The Commission reiterates its intention to continue a prudent price policy, an active policy of disposal of existing stocks and to look for new outlets for milk.

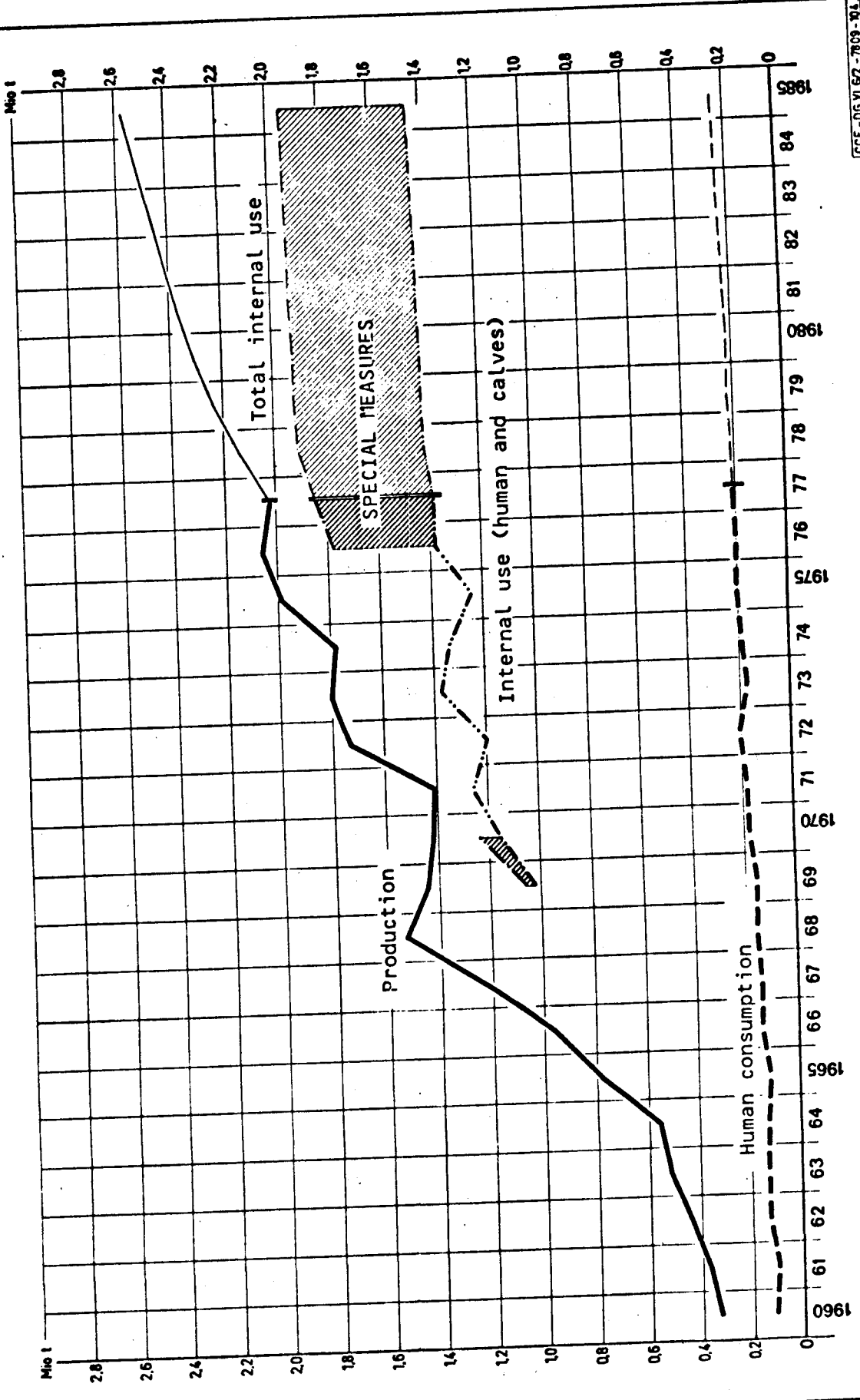
The Commission has considered whether it would be justified to propose a system of production quotas and has rejected this approach on the grounds of its inequity, fossilizing effect on the agriculture structure, difficulty to negotiate and ultimate rigidity. The Commission has concluded, therefore, that action should be taken

by adaptations of the existing system. To be effective, any action of this kind must restrain the incentive to produce. The Commission thinks that this could be achieved by a system linking intervention price to production or intervention quantity, or by a better use of the co-responsibility levy, or by returning some milk to producers in the form of liquid skimmed milk or powder, or by restricting unconditional access to intervention, or by a combination of these methods.

Furthermore, the Commission considers that it may be necessary to take measures which will take account of the social situation of small milk producers working in particularly difficult conditions.

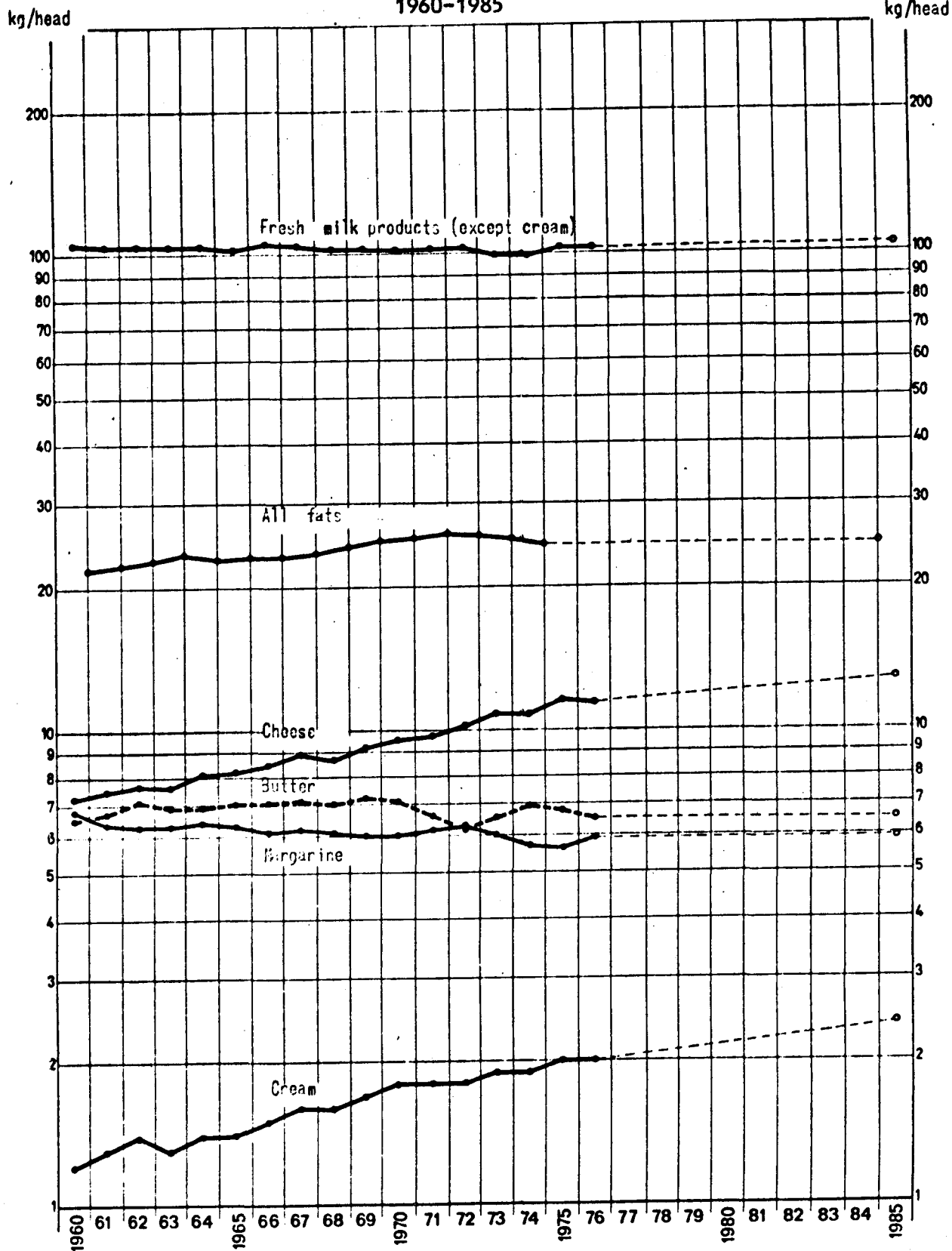
The analyses of the market and the discussion on possible action, after account has been taken of the views expressed by all those concerned, will form the basis for proposals to be submitted by the Commission later this year for decision in the 1979/80 price package.

SKIMMED MILK POWDER PRODUCTION AND CONSUMPTION FOR THE COMMUNITY (1960-1985)



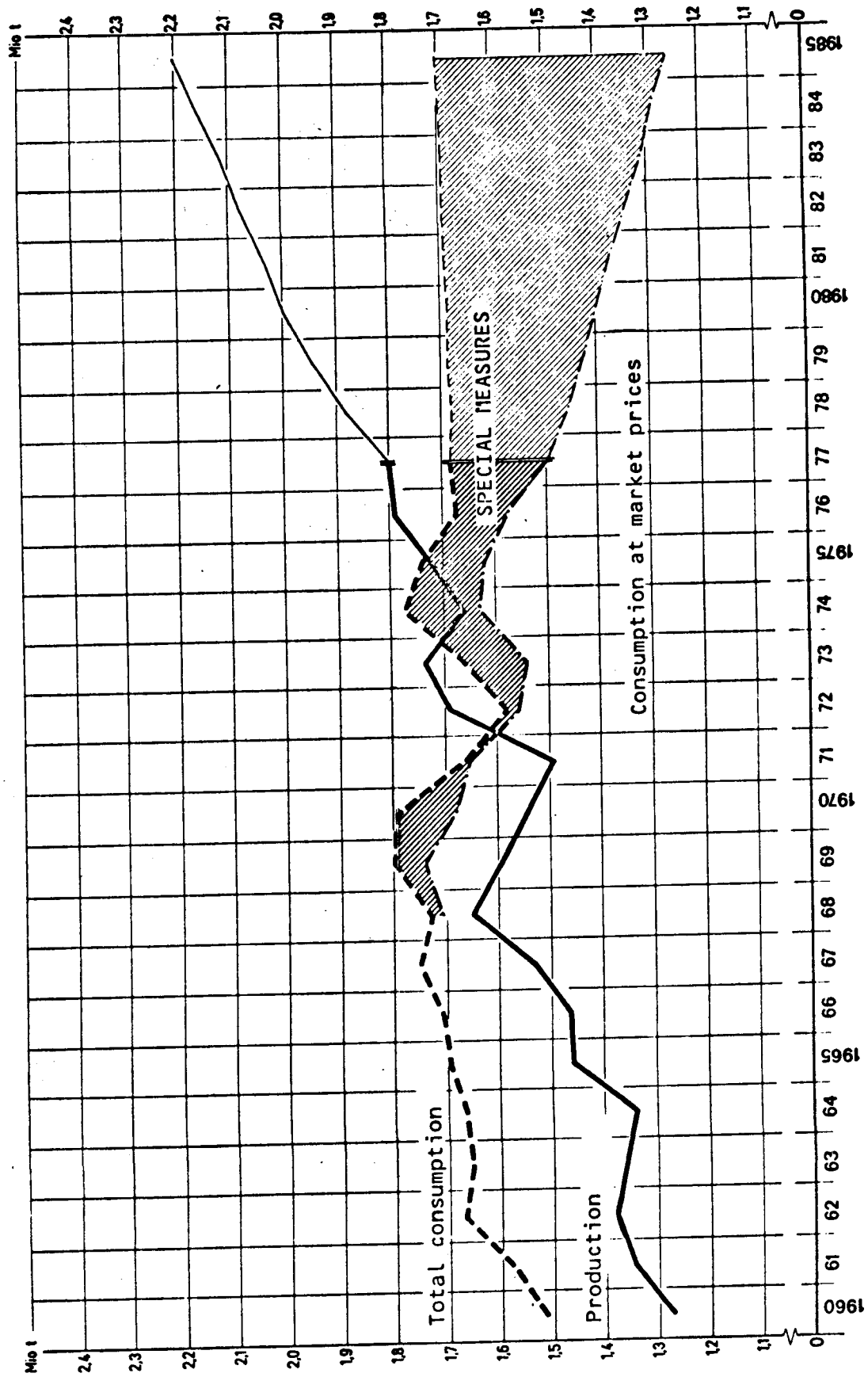
CONSUMPTION PER HEAD OF CERTAIN SELECTED PRODUCTS

1960-1985



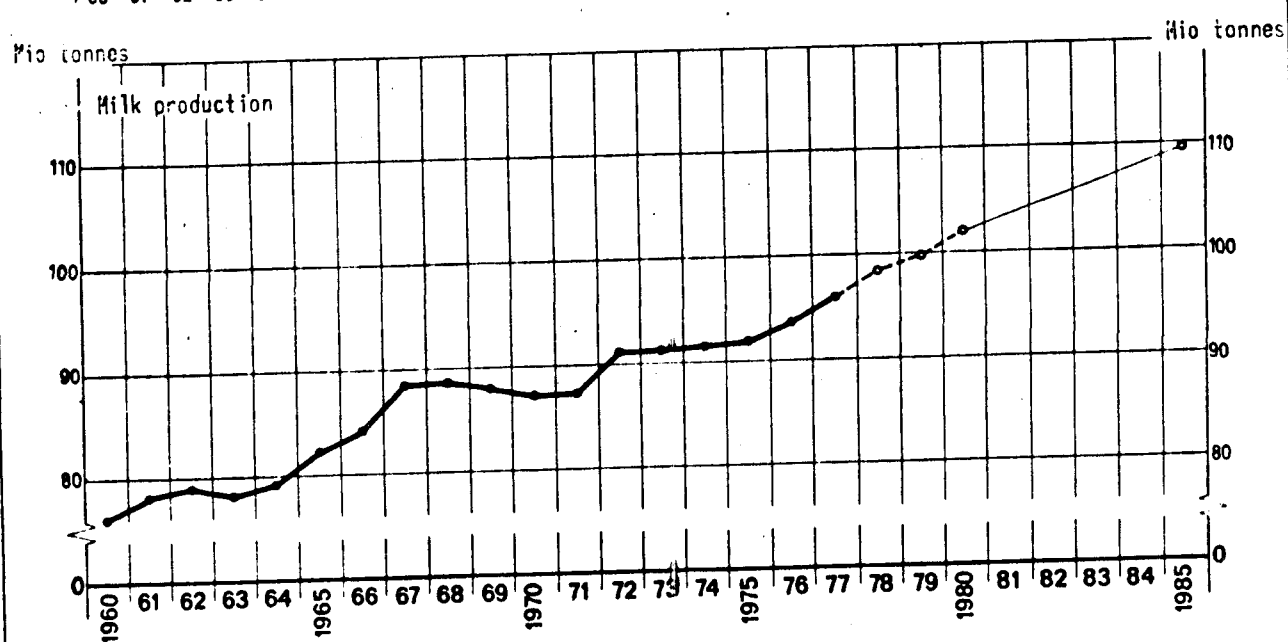
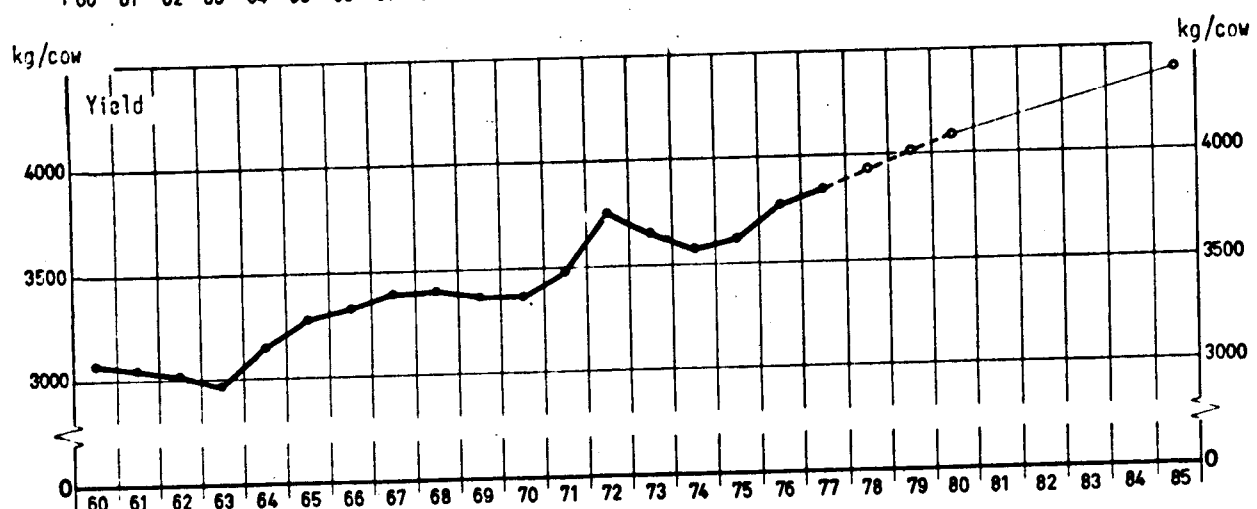
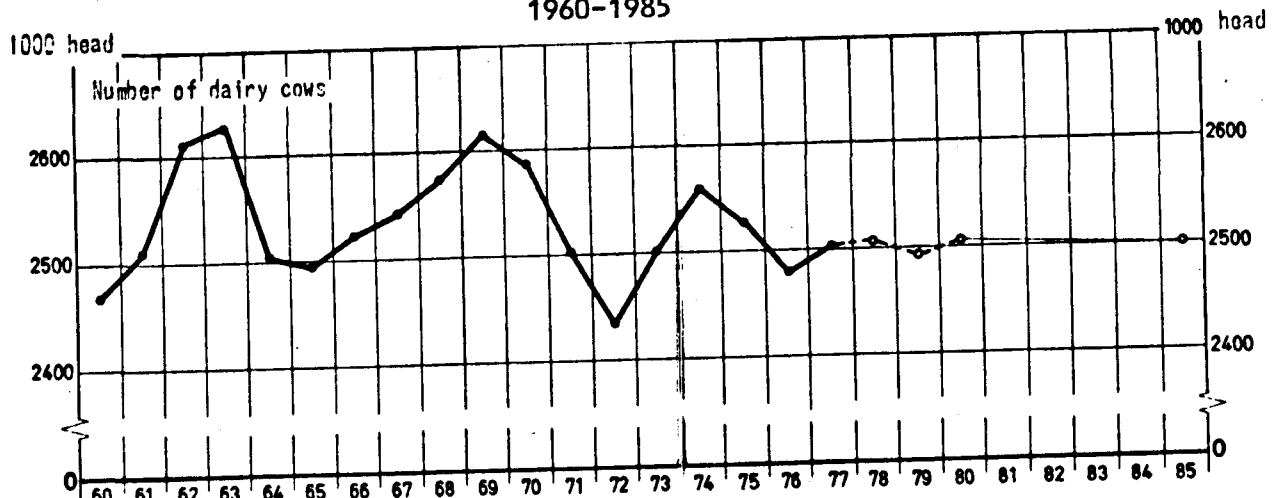
BUTTER PRODUCTION AND CONSUMPTION FOR THE COMMUNITY

(1960-1985)



6

MILK PRODUCTION 1960-1985



TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**INFORMATION
INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE**

Bruxelles, septembre 1978.

**LA COMMISSION SOULIGNE LA NECESSITE DE RESTAURER L'EQUILIBRE
DU SECTEUR LAITIER (1)**

La Commission des Communautés Européennes vient de présenter au Conseil des Ministres une analyse du marché laitier ainsi que les lignes d'action qui sont nécessaires pour revenir à l'équilibre du marché du lait et des produits laitiers.

Des déséquilibres graves persistent sur le marché laitier de la Communauté. Les prévisions de consommation et de production dont dispose la Commission laissent entrevoir une aggravation de ces déséquilibres à l'avenir. Le volume de la production laitière et des livraisons aux laiteries s'est accru constamment ces dernières années (la production en moyenne de 1,7 %, les livraisons d'environ 2,5 % par an). Le cheptel laitier reste stable mais le rendement laitier a continué à s'accroître et cette tendance pourrait s'accélérer. La relation entre les prix du lait et les prix pour les aliments des animaux est restée favorable à la production laitière et les prévisions des Etats membres indiquent un accroissement continu du volume laitier. Le niveau de consommation humaine de produits laitiers est stable. Pour certains produits tels que les fromages, elle continue à se développer mais la consommation de beurre, notamment, diminue toujours. L'encombrement du marché mondial n'offre guère de perspectives additionnelles d'exportation.

Malgré certaines mesures adoptées pendant les années passées, l'arsenal des mesures actuellement en vigueur reste encore insuffisant pour maîtriser le problème laitier. Les coûts budgétaires entraînés par le seul secteur laitier (1.500 millions d'unités de compte en 1973, 3.000 millions en 1977) deviennent de moins en moins supportables. Il apparaît clairement que le haut niveau de prix lié à un système de garantie absolu ne peut qu'encourager la tendance à l'augmentation de la production.

La Commission garde cependant présent à l'esprit aussi le fait que la production laitière est la plus importante dans la production finale de l'agriculture communautaire et qu'elle est également celle qui intéresse le plus grand nombre d'agriculteurs.

La Commission considère comme essentiel de définir d'une manière plus précise les objectifs à poursuivre dans le secteur laitier selon les lignes directrices suivantes : arrêter l'augmentation de la production, écarter toutes les mesures nationales et communautaires qui contrecarrent cet objectif et accentuer les mesures qui permettent de maintenir le niveau de la consommation, d'élargir les débouchés du lait et de diminuer le potentiel de production laitière.

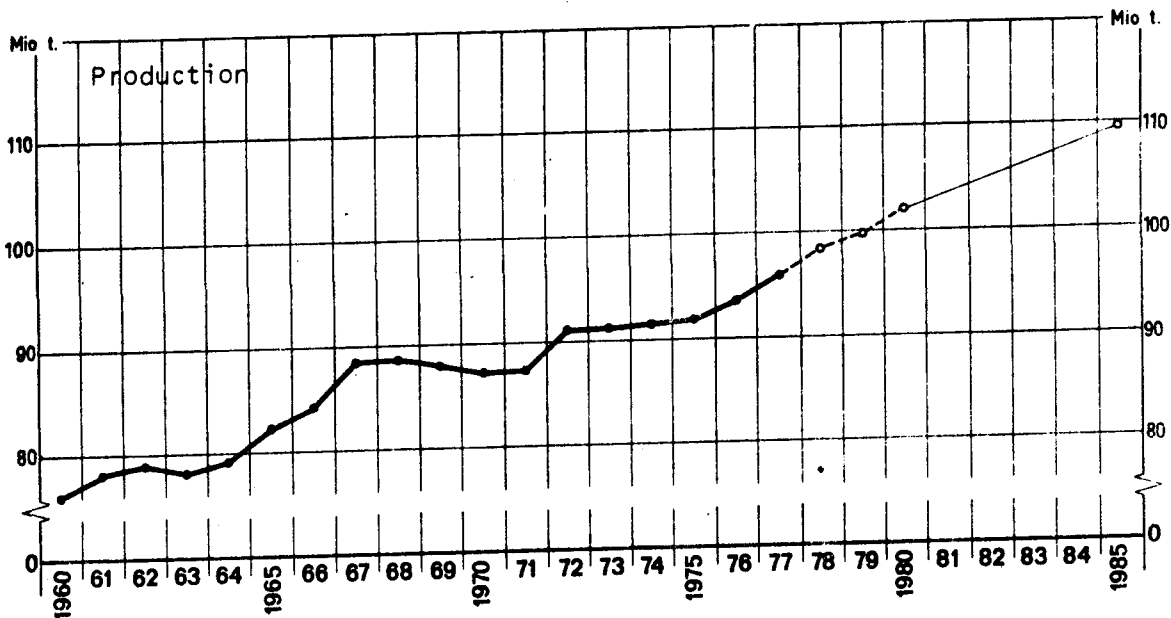
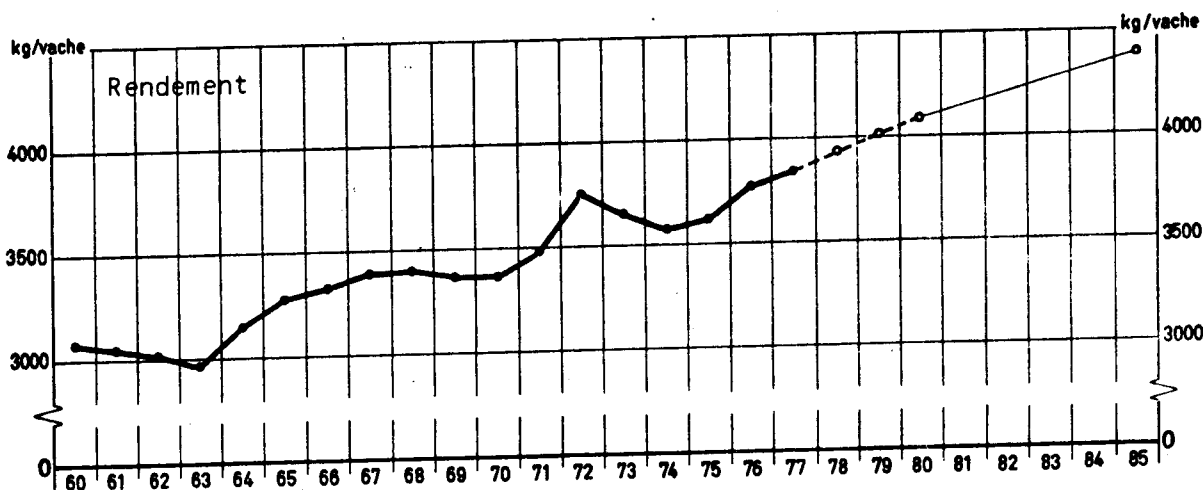
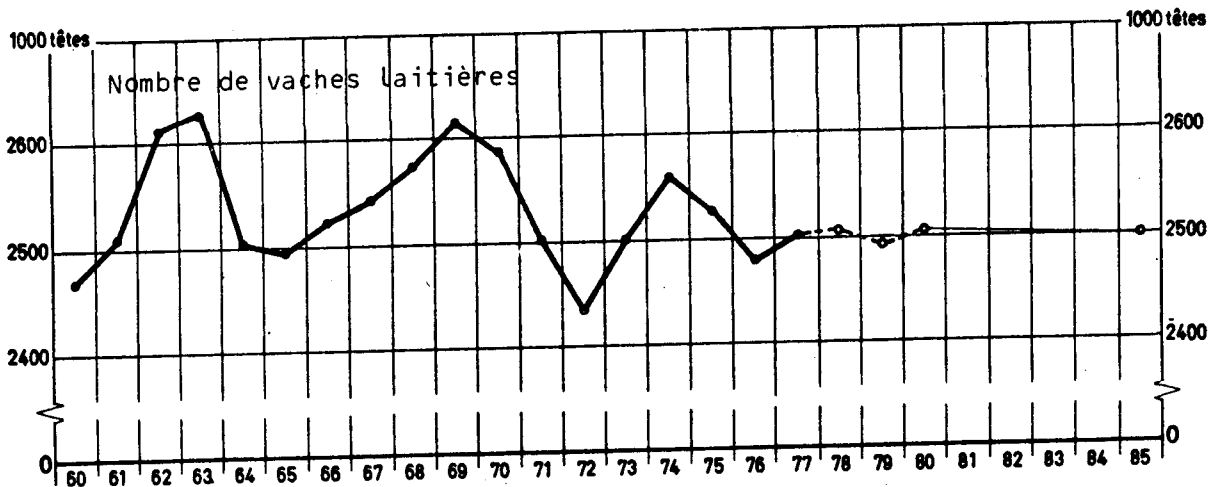
La Commission réitère son intention de poursuivre une politique des prix prudente, une politique active d'écoulement des stocks existants et la recherche de nouveaux débouchés pour le lait.

La Commission s'est demandé s'il serait justifié de proposer un système de quotas de production et elle a rejeté cette approche qu'elle estime inéquitable. Elle gèlerait les structures agricoles, serait difficile à négocier et s'avèrerait extrêmement rigide. La Commission a, pour cette raison, jugé qu'il faudra adapter le système existant. Pour être efficace, toute action de ce genre doit limiter les incitations à la production. La Commission estime que cela serait possible si les prix d'intervention étaient mis en rapport avec la production ou avec la quantité d'intervention; si la taxe de coresponsabilité était mieux utilisée; si une partie du lait était renvoyée aux producteurs sous forme de lait écrémé liquide ou en poudre; si l'accès automatique à l'intervention était rendu plus restrictif, ou en combinant ces méthodes.

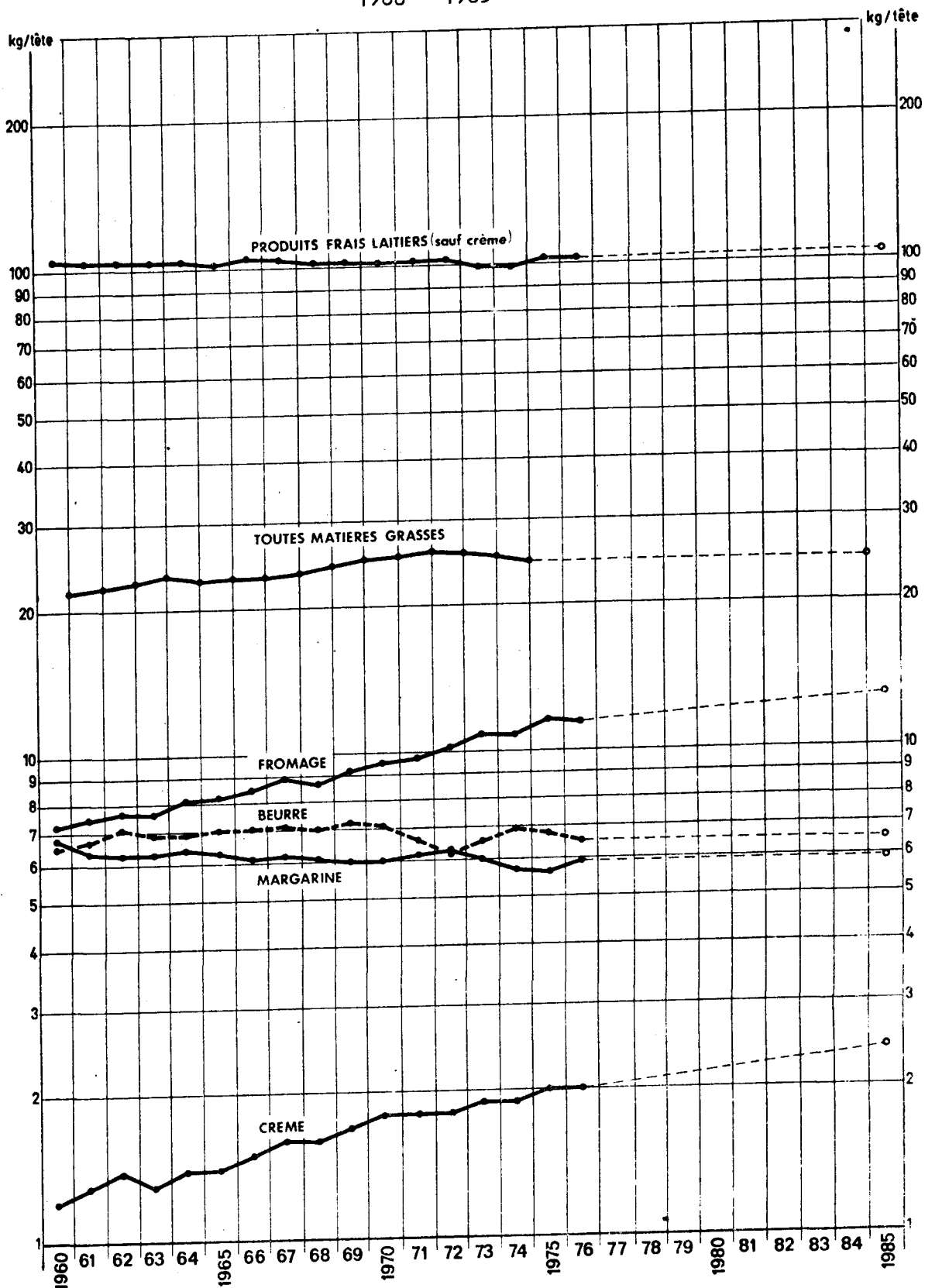
Par ailleurs, la Commission considère qu'il peut s'avérer nécessaire d'arrêter des mesures prenant en considération la situation sociale des petits producteurs de lait opérant dans des conditions particulièrement difficiles.

Dès que les avis exprimés par tous les intéressés auront été pris en considération, les analyses du marché et la discussion de l'action envisageable constitueront la base des propositions que soumettra la Commission vers la fin de l'année relativement au "paquet" des prix 1979/80.

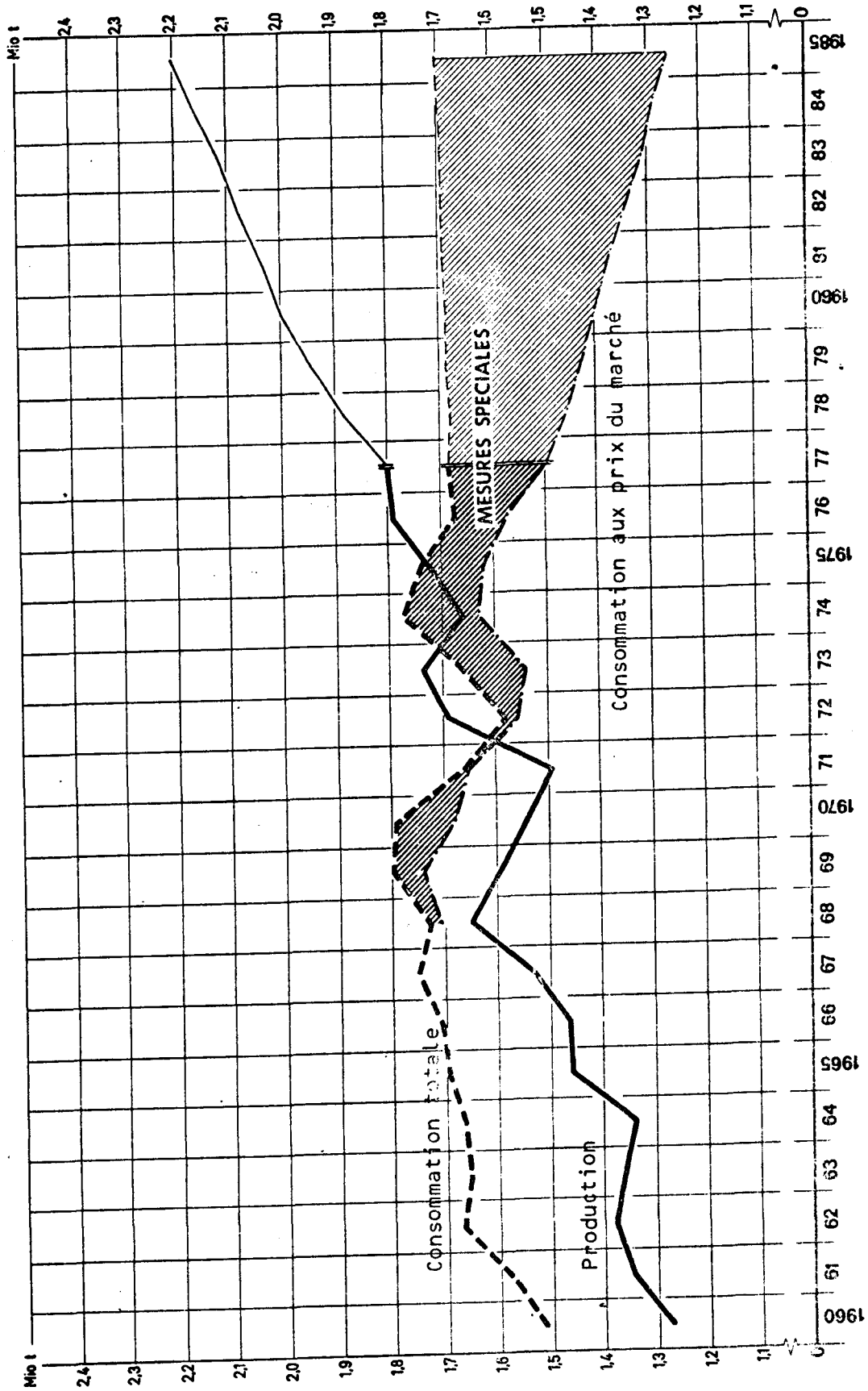
LA PRODUCTION DE LAIT



La consommation par habitant de certains produits sélectionnés 1960 - 1985



Production et consommation du beurre dans la Communauté



Production et utilisation interne du lait écrémé en poudre

